

Tribune libre : Aurélie Pollak, vice-présidente de l'association EnAct :

Conférence pour le climat: les négociations et le reste... dont on ne parle pas

Il y a deux mois, dans cette même chronique, je vous encourageais à braquer votre regard sur la COP27 en articulant que la solution climatique doit être inclusive. Je mentionnais timidement que la société civile n'était pas la bienvenue au bord de la mer rouge, sans oser vous en dire plus car je redoutais que mon voyage prenne une tournure imprévue à la douane. Le lendemain, fière membre de la société civile suisse, je m'envolais vers Sharm-el-Sheik (croyez-moi, notre petit groupe de jeunes a bien essayé de mettre les voiles mais le temps trajet méditerranéen varie de plusieurs semaines au bon vouloir de Shou).

PARTIE 1: DROITS HUMAINS

Notre bref détour par le poste de police (car nos envies de plages nous ont trop éloignées de Sharm au goût des autorités qui tenaient apparemment à garder les participants à la COP dans un périmètre restreint), la censure du mot "Droits Humains", l'interdiction de manifester et la confirmation que l'app officielle de la COP permettaient aux autorités d'accéder au contenu de nos téléphones m'ont confirmé que ma prudence n'était malheureusement pas de la paranoïa.

Au-delà de ces anecdotes qui témoignent de l'atmosphère très surveillée dans laquelle a eu lieu la COP27, il n'est rien arrivé de bien grave aux Européen.ne.s que nous sommes. Pensez maintenant à tous.tes ces membres de la société civile de pays non-démocratiques qui n'ont ni les moyens ni leur ambassade de leur côté.

Pensez maintenant à la société civile égyptienne. Il est indispensable que la société civile locale participe aux débats, spécialement pour une COP dans un pays en développement, spécialement pour une COP placée sous le signe de la justice climatique. Cependant les activistes égyptien.ne.s n'ont, pour la plupart, pas obtenu d'accréditations pour la COP et je n'en n'ai d'ailleurs rencontré aucun.e sur place. Au contraire, la liste de



prisonnier.ère.s de conscience Egyptien.ne.s c'est encore allongée à la veille de la COP. Certain.e.s ont tenté d'alerter sur les ces arrestations et les conditions de détention comme par exemple l'activiste Alaa Abd el-Fattah qui a mené une grève de la faim depuis la cellule où il est enfermé depuis 2019. Mais le message ne semble pas être parvenu en Occident et presque tous les pays sont restés silencieux sur le sujet des Droits Humains tout au long de la COP27.

En organisant le sommet dans la luxueuse station balnéaire de Sharm-el-sheik, à plus de 500 km de la capitale, le gouvernement a fait de la COP un évènement inaccessible aux Egyptien.ne.s, maintenant sa population silencieuse et hors du champ des caméras des journalistes. Pourtant action climatique et Droits Humains sont les deux faces d'une même pièce.

PARTIE 2: VERS LA COP28

Il y a un an, John vous partageait dans cette même chronique, sa consternation relative à l'Expo Universelle à Dubaï et son étalage stérile de prouesses digitales. Eh bien devinez quoi, fin 2023 la COP28 se tiendra... à Dubaï! J'entends déjà vos ricanements un brin sarcastiques: "Dubaï comme capitale de l'écologie... à quoi bon!"

Sans vouloir jouer les jeunes idéalistes (pour avoir croisé à Sharm des centaines de jeunes du monde entier, l'expression relève plutôt de l'oxymore. Inquiète, exaspérée, courageuse, imaginative, les volontaires sont des adjectifs bien plus appropriés pour notre génération), ne jetons recyclons pas tout de suite l'éponge et donnons une chance à ce pays de mettre l'innovation et les dollars au service de l'écologie. Une COP c'est justement une perche tendue au pays hôte pour qu'il expose ses exploits ou solutions climatiques novateurs et ambitieux. Et dans la course vers l'impossible, les EAU tiennent à leur première place.

Et puis, même si le pays hôte a son rôle à jouer dans les négociations (pour faire court, c'est l'hôtelier et le scribe), il s'agit néanmoins d'une conférence internationale où toutes les parties ont leur part de responsabilité. Elles sont réunies à une seule table dans le but de clore le débat et prendre une décision à l'unanimité. Réflexions, négociations et mises en œuvre s'étant déjà exécutées le restant de l'année.

Ainsi, durant les onze prochains mois, tous les pays du monde vont devoir se pencher sur leur propres actions et objectifs et définir leurs positions politiques pour les prochaines négociations. Et une fois encore, la société civile a un rôle à jouer comme lobbyiste, experte ou cheffe de projet. Alors mobilisons-nous localement pour que la Suisse, dont les acteurs publics et privés sont particulièrement influents sur les questions de finance climatique, troque son discours d'attentiste prudente contre celui de leader climatique global.



Aurélie Pollak